

Bulletin d'histoire politique

À propos de HistoireEngagée.ca Pour une histoire autonome

Patrick-Michel Noël



Volume 19, numéro 3, printemps 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056001ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056001ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Noël, P.-M. (2011). À propos de HistoireEngagée.ca : pour une histoire autonome. *Bulletin d'histoire politique*, 19(3), 191–200.
<https://doi.org/10.7202/1056001ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

À propos de *HistoireEngagée.ca* : Pour une histoire autonome

PATRICK-MICHEL NOËL
Candidat au doctorat, Université Laval

L'indépendance des différents champs n'allant pas sans une forme d'incommunicabilité entre eux.

Pierre Bourdieu,
Méditations pascaliennes, p. 25.

Un historien [...] ne peut tenir un discours cohérent sur sa pratique, qu'en s'appuyant sur un langage et des références empruntés aux disciplines spécialisées dans l'étude de la constitution des savoirs; principalement la philosophie. Tout en reconnaissant la nécessité de parler le langage de sa communauté professionnelle pour se faire comprendre, l'historien [...], pour être pris au sérieux, doit donc mobiliser des ressources qui sont étrangères aux compétences normales de son groupe. Il ne peut espérer, par conséquent, être lu par ceux-là même auxquels il s'adresse.

Gérard Noiriel,
Sur la « crise » de l'histoire, p. 237-238.

Une nouvelle revue a récemment été lancée: *l'HistoireEngagée.ca (HE)*¹. Modelée sur les revues *Activehistory.ca* et *History and Policy*², HE comporte deux volets: des blogues (non arbitrés) et des « essais réflexifs » éclairant « les enjeux actuels à la lumière de la démarche historique »³. Les essais doivent « respecter un ensemble de critères ». S'inspirant d'« une démarche historique rigoureuse » et devant être « accessible[s] », ils sont soumis à « un processus d'évaluation par les pairs ». Le lecteur historien s'étonnera que les « notes de référence », qui ne peuvent contenir « d'éléments explicatifs » et qui relèvent « de la forme et du style », soient supprimées de

« la version finale du texte »⁴, ce qui n'est pas sans impact sur la réception et l'ambition d'*HE*. Elle proclame triomphalement qu'il est « maintenant temps » que l'histoire « fasse étalage de la pertinence sociale de son savoir », sans faire état et s'alimenter des nombreuses initiatives ayant déjà entrepris récemment au Québec de « transformer les perceptions des praticiens de l'histoire dans leur relation avec la société »⁵. Après un examen non exhaustif de quelques-uns des projets s'interrogeant sur le rapport historiens-société, je mets au jour la question des conditions disciplinaires de la connaissance historique. Cette question constitue l'angle mort de la récente réflexion sur le rapport historiens-société dans laquelle s'inscrit, sans le reconnaître, *HE*.

Du rapport entre historiens et société

HE participe d'une tendance interrogeant le rapport historiens-société. En 1992, Jean Hamelin notait que « [c]ette problématique [...] est devenue à la mode » du fait « qu'elle permet d'attribuer à l'historien un rôle important dans la construction de la cité, au moment même où celui-ci remet en question [...] sa place dans la société »⁶. Ronald Rudin a donné une impulsion à la problématique en prétendant que les historiens ont toujours équilibré « les exigences de leur profession et celles de leur société »⁷. Plusieurs historiens, souvent en réponse à Rudin, ont réfléchi sur la question historiens-société, notamment dans les pages du *BHP*.

On compte parmi eux Jean-Marie Fecteau. Il souhaite que les historiens fassent revivre « l'exigence éthique »⁸ permettant à l'histoire de dépasser la « simple connaissance érudite » pour s'ériger en un « savoir » capable d'intervenir dans la société⁹. Jocelyn Létourneau affirme parallèlement le « rôle cardinal » des historiens dans la société, celui « d'opérateur de la transmission mémorielle » par laquelle ils font « passer le passé »¹⁰. Le savoir historien est appelé à dépasser la connaissance pour la connaissance pour se transformer en un devoir éthique envers l'avenir. Fecteau et Létourneau cherchent à faire de l'historien moins un savant qu'un intellectuel. Une ambition que partage Gérard Bouchard mettant en cause les « finalités » de l'histoire si elle ne permet pas « une meilleure compréhension de la société dans laquelle nous vivons ». Pour éviter qu'elle ne devienne « inutile socialement », l'histoire doit « projeter sur les grands problèmes de l'heure des aperçus éclairants ». Il préconise, à cette fin, que les historiens participent à la « construction mémorielle » et à la « critique des pouvoirs et de leurs stratégies »¹¹. La « nouvelle sensibilité historique »¹² a, quant à elle, contre une histoire sociale qui aurait mythifié la Révolution tranquille et méprisé la tradition, programmé une nouvelle histoire intellectuelle¹³ pour remédier à la crise de conscience historique. Répliquant à ce programme « porteur[r] d'une conception appauvrie de la fonction so-

siale de la discipline historique», Martin Petitclerc défend l'histoire sociale dont il réaffirme le «projet critique» pour que les historiens ne courent pas le risque d' » avoir peu de chose à dire sur les grands enjeux collectifs du passé, du présent et de l'avenir»¹⁴. Caractérisant le métalangage des historiens depuis une quinzaine d'années, la volonté de (ré)affirmation de la fonction sociale de l'histoire, qui entraîne une valorisation de la conscience historique au détriment de la science historique, a cependant un angle mort.

L'ignorance de l'ignorance de la question épistémologique

Au cœur des réflexions sur le rapport historiens-société/présent se trouve une mise en cause (implicite) de l'autonomie de l'histoire qu'elle a obtenue, au moins à partir de l'après-guerre, par un processus de disciplinarisation. La transformation disciplinaire de l'histoire a en effet procuré aux historiens un espace libéré des injonctions de l'espace public, où ils peuvent s'auto-déterminer¹⁵. En fait, les praticiens d'une discipline tendent à n'avoir d'autre lien avec le monde social que les conditions matérielles assurant son autonomie par rapport lui¹⁶. Au lieu de déplorer le peu de place des historiens sur la scène publique, comme le font, entre autres, Micheline Dumont et Jacques Rouillard¹⁷, il faut plutôt y voir, avec Yves Gingras, un facteur et un effet de la disciplinarisation permettant aux savants de s'émanciper de la demande sociale¹⁸.

Aussi, et c'est l'angle mort des réflexions récentes sur le rapport historiens-société, la discipline constitue la principale condition de la connaissance historique. Ce n'est qu'à travers ses mécanismes épistémiques que ses praticiens peuvent la produire et la valider. On peut et doit croire qu'il existe une réalité historique, mais elle est concrètement, comme le souligne Leon Goldstein, «*irrelevant to the practice of history*»¹⁹. Tout réside dans la *relation* que l'historien, au présent, établit avec le passé *via* son savoir disciplinaire qui limite tant l'influence que peut avoir la société sur l'historien que celle qu'il peut avoir sur elle.

En soumettant le savoir historien à autre chose que lui-même, l'engagement historien, leitmotiv des récentes réflexions sur le rapport historiens-société, le rend hétéronome. L'engagement empêche l'autodétermination des historiens par laquelle ils s'imposent un savoir en fonction duquel ils produisent et évaluent la connaissance du passé. Il n'est pas impertinent, par conséquent, de se pencher sur la question proprement épistémologique des conditions disciplinaires de la connaissance du passé que soulève sans adresser *HE*. Cette tâche est d'autant plus importante que ses programmeurs font partie de la relève de la discipline.

Des intentions ambigües

HE est-elle une entreprise de vulgarisation s'adressant au grand public ou une revue savante s'adressant aux historiens (pour qu'ils s'adressent davantage au grand public)? D'où parle-t-elle quand elle formule cette prescription: « nous croyons que le retranchement exclusif de l'historien dans la sphère universitaire n'est plus une solution envisageable ni souhaitable [...] l'historien aurait intérêt à réoccuper la sphère publique et médiatique »? Il semble que la revue veuille s'insérer dans le champ historien pour (im)poser une représentation normative de l'historien. Ce champ se pense en effet comme un débat consensuel sur la question: que devrait être l'histoire. La décision d'*HE* d'évaluer ses textes par les pairs participe aussi de la logique du champ. On notera cependant, *primo*, qu'*HE* s'adresse aux historiens sans se référer à eux et, *secundo*, sans leur donner les moyens d'évaluer les textes qui, une fois publiés, seront supprimés du principal marqueur de scientificité historique: les références. Être à l'écoute « des besoins et des attentes des communautés » implique-t-il pour les historiens de ne plus se référer à leurs pairs formant pourtant « *the only society [...] to which as professionals all historians belong* », comme le rappelle J. H. Hexter?

We forget the fact that preeminently the society which professional historians are members of, belong to, work in, is the society of professional historians [...] the very first line historians draw [...] is the one that separates their particular community of professionals from the rest of the world.

En dépit de la disciplinarisation de l'histoire depuis l'après-guerre au Québec, *HE* ne s'interroge pas, comme la plupart des historiens québécois des vingt dernières années, sur la question épistémologique de l'effet sur les historiens de leur adhésion à une communauté disciplinaire. Les historiens ne peuvent occuper l'espace public sans que cela n'ait le moindre impact sur la connaissance qu'ils produisent. À trop insister sur son enracinement social, *HE*, ironiquement, « *miss the true social character of historical work* », à savoir « *the extraordinary extent to which the history that gets written is formed by the society of historians acting through, on, and in the individual historian* »²⁰, le « sur-moi de la cité scientifique »²¹ de l'épistémologie historique bachelardienne. Qu'entend *HE* en soutenant maladroitement que « la discipline historique s'est constituée [...] en une discipline autonome et professionnelle »?

En plus de ne pas être à l'écoute de leurs pairs, les programmeurs d'*HE* ne leur donnent pas les moyens (hormis les deux évaluateurs choisis) d'apprécier la qualité scientifique de ses textes, car elle retire, au moment de leur publication, ce qui la fait connaître, à savoir, notamment, les références. *HE* doit payer le coût de l'adhésion au champ historien, si

elle souhaite s'adresser à ses membres pour les inciter à occuper l'espace public.

Des conditions disciplinaires de la connaissance historique

Les historiens se sont historiquement dotés de normes de validation collectives formant un ethos qui médiatise leur rapport à la société²². Gingras souligne que la question du rapport historiens-société ne peut ignorer « le processus d'autonomisation et de disciplinarisation de la pratique [historique] par rapport à l'espace social », processus ayant modifié ses « fonctions sociales »²³. Si elle limite l'influence de la société sur l'histoire, la discipline limite réciproquement l'influence des historiens sur la société. Elle met en cause *en droit* la possibilité même d'une histoire engagée qui, par définition, est une histoire hétéronome soumettant le savoir disciplinaire à autre chose que lui-même, à savoir les rapports de force de l'espace public. La discipline est une condition de l'autonomie du savoir des historiens. Elle permet l'instauration de l'intersubjectivité/commensurabilité historique, seul mécanisme permettant d'éviter le *anything goes* anarcho-relativiste feyerabendien de la « polyphonie de dialogues sur le passé » ou d'une « épistémè plurielle »²⁴, incapable de hiérarchiser ce qui se dit du passé pour approcher la vérité scientifique. Ai-je besoin de souligner que la scientificité (en histoire), n'en déplaie aux hempeliens partisans de l'unité méthodologique de la science, ne s'identifie pas nécessairement à une connaissance nomologique, mais toujours à une connaissance réglée (*Wissenschaft*)? Comme le souligne G. Bouchard, se faisant le défenseur du rationalisme régional bachelardien, « chaque discipline construit sa vérité selon des procédés, des règles, une méthodologie adaptés à son objet »²⁵. L'historien saguenéen n'apprécie cependant pas ce que cette épistémologie pragmatique implique dans la compréhension du rapport historiens-société.

Comment *HE* aura-t-elle les moyens de ses fins, à savoir offrir au grand public une connaissance valable, en voulant placer les historiens sur « l'agora » et, de ce fait, les retirer de l'espace disciplinaire où ils peuvent s'imposer librement cette « méthodologie », dont parle Bouchard, en fonction de laquelle ils valident ce qu'ils disent du passé? Comment répliqueront-ils à Max Weber pour qui le refus du politique est au fondement de la posture scientifique (argument que le très wébérien Jean-Philippe Warren ne soulève pas dans l'entrevue qu'il accorde à *HE*²⁶)? Comment la revue peut-elle proposer des essais « dont la pertinence est assurée/véifiée par un processus d'évaluation par les pairs » quand elle soutient que « l'historien aurait intérêt à réoccuper la sphère publique et médiatique » de laquelle ils se sont justement retirés pour disposer de l'autonomie nécessaire à l'exercice de cette intersubjectivité épistémique? Celle-ci ne

permet-elle pas d'ailleurs davantage d'apprécier la vérité d'un texte historique que sa « pertinence »²⁷ ? Comment les lecteurs historiens, face à un texte approuvé par deux de leurs pairs, peuvent-ils l'évaluer par eux-mêmes sans ses références ? En voulant placer l'histoire sur « l'agora » et en supprimant un important marqueur de scientificité de ses textes, *HE* se prive de l'ultime moyen par lequel les historiens accomplissent leur fonction sociale ; elle ne pourra en effet « améliorer les connaissances générales de la société » (Savard) qui attend des historiens une connaissance véridique dont la production suppose un espace de validation intersubjective. Le passé n'appartient évidemment pas aux historiens, mais seuls ceux-ci ont les compétences pour en produire une connaissance contrôlée scientifiquement dont la traduction en langage ordinaire, loin d'aller de soi, n'est pas sans effet sur la qualité du discours historique.

Les programmeurs d'*HE* doivent se conformer aux impératifs que s'imposent ses membres, dans une logique d'autodétermination et selon un principe de justice. Un de ses impératifs est le principe des références exigeant de tenir compte de la littérature (autrement pourquoi écrire ?). Chose que les programmeurs d'*HE* n'ont malheureusement pas faite, créant ainsi une asymétrie : ils parlent aux historiens (pour les inciter à occuper l'espace public) sans écouter les historiens ayant déjà réfléchi à la question de l'engagement historique. L'historien peut intervenir dans l'agora, comme n'importe quel citoyen, comme le relève Warren (Savard-Warren) ; mais il interviendra, justement, à titre de citoyen et non d'historien comme le souhaite *HE*²⁸. Si la revue assume son inscription dans le domaine public et non scientifique, ses textes auront une valeur moindre aux yeux des historiens. En ne se donnant pas les moyens d'être reçus par eux, ils se soustraient en effet du champ savant hiérarchisant ce qui se dit du passé pour faire avancer les connaissances du passé (et régulant la distribution du capital scientifique). Mais, et c'est ici où le bât blesse, les textes d'*HE* auront aussi une valeur moindre aux yeux du grand public qui s'attend à ce que l'histoire soit la gardienne d'une certaine « qualité de rapport au passé » qui la distingue d'autres modes de représentation du passé, notamment la mémoire ou la mythologie²⁹. Là réside le paradoxe d'*HE* : en voulant démocratiser la connaissance historique, elle semble fermer la porte à ceux étant à même d'en assurer la validité sans laquelle sa démocratisation est futile.

Warren a par ailleurs rappelé que si les historiens veulent intervenir dans l'espace public, ils doivent accepter la réciproque, à savoir que la société intervienne (davantage) dans leur travail ; que le gestionnaire siège, par exemple, sur les comités de rédaction de leurs organes disciplinaires. Warren souligne, à cet égard, que « L'autonomie universitaire représente une conquête névralgique [...] que l'université puisse tendre à être une "tour d'ivoire" [...] ce n'est pas une mauvaise chose » (Savard-Warren).

L'autonomie disciplinaire, première condition de toute connaissance scientifique, n'est pas « un donné », comme le croit *HE*, mais une « conquête historique toujours à recommencer »³⁰.

Or Jules Racine soutient que le « dialogue » engagé par le chercheur avec le grand public, qui est en fait un « proche parent du monologue », en diffusant ses travaux hors des cénacles universitaires, n'est pas une invitation à l'ingérence dans la recherche scientifique, mais un médium lui permettant d'être « un simple éducateur public »³¹. Mais au nom de quoi l'histoire peut-elle intervenir dans la société, ne serait-ce que pour simplement l'éduquer, sans que celle-ci puisse faire de même ? La parole de l'historien, une fois énoncée hors du champ historique, n'est pas supérieure à celle des autres citoyens, car, dans l'espace public démocratique, l'historien est justement un citoyen comme un autre. En plaidant pour que l'histoire investisse l'espace public, *HE* prive les historiens de l'ultime mécanisme par lequel ils peuvent dépolitiser le discours historique en vue de l'éprouver scientifiquement et le rendre valable aux yeux du grand public.

Le lecteur se demande d'ailleurs en fonction de quoi la rigueur de la « démarche historique rigoureuse » proposée par la mission s'apprécie, si ce n'est pas du savoir disciplinaire, cet étalon fondant la pratique historique et l'évaluation de la connaissance qu'elle produit et dont l'effectivité suppose, en premier lieu, un lieu isolé des pressions génératrices d'hétéronomie de l'espace public. Tucker souligne en effet que le savoir historique n'est effectif que si le consensus entre ses membres sur lequel il repose est *uncoerced*³², que s'il n'est fondé que sur sa seule force de conviction. Les historiens ne peuvent intervenir dans le fonctionnement de leur champ en se servant d'un capital extra-scientifique acquis d'un investissement dans l'espace public. Ce capital ne peut, par ailleurs, être converti en capital scientifique pour imposer une représentation normative de l'histoire.

Pour ces raisons, l'engagement historique est loin d'aller de soi ; il faut même s'en méfier. « Dire ce qui a été » (Racine) implique une *réduction* de la tâche historique, une modestie que lui refuse *HE* stimulée par ce que Trépanier nomme la « convoitise de l'ingénierie sociale »³³, concevant la discipline comme l'institutrice de la société. Aurions-nous déjà oublié, faute de cours en histoire de l'histoire dont F. Dumont déplorait l'absence... en 1969³⁴, l'aphorisme de Leopold von Ranke (1824), que d'aucuns qualifient de père de la discipline³⁵, qui demeure d'une actualité cinglante, que Ranke l'ait appliqué ou non, face aux récents projets voulant faire de l'historien un intellectuel critique prenant « le pari de l'avenir »³⁶ : « On a attribué à l'historien [...] d'enseigner le monde contemporain pour servir aux années futures : notre tentative ne s'inscrit pas dans des missions aussi hautes ; elle cherche seulement à montrer comment les choses ont vraiment été »³⁷. La réduction de la tâche historique imposée par sa disciplinarisation n'implique évidemment pas de prétendre que l'histoire soit

hors du temps, mais limite l'ambition de ceux qui estiment qu'elle doit chercher à l'être *via* l'engagement et vient rappeler à certains historiographes empruntant sauvagement à François Hartog et à Reinhart Koselleck que l'expérience du temps ou la sensibilité temporelle des historiens est médiatisée. Comme le soulignait Jean-Paul Bernard, le rapport entre «l'évolution historique [...] et le développement de l'historiographie» ne saurait être conçu comme «un simple reflet qui irait [...] de la société à l'institution historique», puisque celle-ci possède «par définition une certaine autonomie» lui conférant «une consistance propre qui peut être tout autant en concurrence qu'en harmonie avec les sollicitations de l'actualité»³⁸. L'histoire comme *theoria*, c'est-à-dire comme «recherche de la vérité», nous rappellerait l'épistémologue Alexandre Koyré, en assumant «l'opprobre d'être un idéaliste», a «toujours eu une vie propre, une histoire immanente, et que c'est seulement en fonction de ses propres problèmes, de sa propre histoire qu'elle peut être comprise par ses historiens»³⁹. Une histoire autonome.

De la nécessaire réflexivité

J'invite *HE* à s'interroger sur les conditions permettant d'assumer la mission restreinte mais (déjà) «redoutable» de prioriser «la fonction théorique de la connaissance» sur une «fonction pratique ou militante»⁴⁰. Devant la revendication d'une histoire engagée, il y a en effet un «*wider need to be more explicit about theoretical issues in history*»⁴¹. Parce que les historiens, contrairement à d'autres scientifiques, ont la (mal)chance d'avoir pour objet une matière qui intéresse la société, *HE* ne peut se contenter d'affirmer spontanément la «pertinence sociale» de l'histoire. L'engagement de l'historien touche à la question du rapport historiens-société qui ne peut être élucidée sans tenir compte de la question épistémologique des conditions disciplinaires de la connaissance historique. *HE* saura-t-elle tenir compte de la littérature sur la question, condition *sine qua non* si elle souhaite s'insérer dans le champ historien pour (im)poser une représentation normative de l'histoire. Mais le projet d'une histoire occupant l'agora n'est-il déjà pas bien assumé par le *BHP* dans le champ historien? Ayant un titre amphibologique, la revue, dont les articles conservent (pourtant) leurs marqueurs de scientificité, veut rapprocher doublement les historiens du politique, entendu à la fois comme perspective de recherche et comme espace où les historiens doivent intervenir. Rédacteur de son manifeste⁴², J.-M. Fecteau me reprocherait d'ailleurs sûrement de sombrer dans la «dérive pragmatiste» d'une «histoire narcissique [...] qui rêve de faire plébisciter sa rigueur par ceux-là mêmes qui la pratiquent»⁴³. Comment contrôler autrement la qualité du discours historique pour éviter l'anarchisme du «tout se vaut/rien ne se vaut»? Mais *HE* n'a aucunement

tenu compte du *BHP* ou des initiatives historiennes, pourtant nombreuses, s'interrogeant sur le rapport historiens-société depuis vingt ans. Si elle veut occuper une place dans le champ historique (à supposer que cette place soit disponible), *HE* ne peut se permettre de ne pas se référer à ses membres ou d'effacer les marqueurs de scientificité nécessaires pour que ses articles puissent être reçus par eux. À moins qu'elle ne s'affiche autrement, à savoir une entreprise de vulgarisation s'insérant dans l'espace public et ne se positionnant pas sur ce que doit être l'histoire et l'historien.

Notes et références

1. *HistoireEngagée* (<http://histoireengagee.ca/>).
2. *History and Policy* (<http://www.historyandpolicy.org/>); *ActiveHistory.ca* (<http://activehistory.ca/>).
3. «Essais et entrevues», *HE* (<http://histoireengagee.ca/essais/>).
4. «Balises de rédaction», *HE* (<http://histoireengagee.ca/essais/balises-de-redaction/>).
5. Le Comité de rédaction, «Pour une HistoireEngagée», *HE* (<http://histoireengagee.ca/a-propos-dhistoire-engagee/pour-une-histoireengagee/>).
6. «L'histoire des historiens [1992]», Éric Bédard et Julien Goyette (dir.), *Parole d'historiens*, Montréal, PUM, 2006, p. 209.
7. *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 23.
8. «L'historiographie québécoise vue par Ronald Rudin», *Canadian Historical Review*, vol. 80, no. 3, 1999, p. 463.
9. «La quête d'une histoire normale [1995].», Bédard et Goyette, *op. cit.*, p. 376.
10. «Se souvenir d'où l'on s'en va [2000]», Bédard et Goyette, *op. cit.*, p. 438.
11. «L'histoire sociale au Québec», *Revue d'histoire de l'Amérique française [RHAF]*, vol. 51, no. 2, 1997, p. 263-264.
12. Stéphane Kelly (dir.), *Les Idées mènent le Québec*, Québec, PUL, 2003.
13. Maude Beausoleil *et al.*, «Présentation de Mens» (<http://www.revuemens.ca/>); Damien-Claude Bélanger *et al.* (dir.), *Les Idées en mouvement*, Québec, PUL, 2004.
14. «Le projet critique de l'histoire sociale», *RHAF*, vol. 63, no. 1, 2009, p. 87 et p. 110.
15. Patrick-Michel Noël, «La liberté de l'historien ou l'autodétermination disciplinaire», Jérôme Boivin *et al.* (dir.), *Actes du 9e Colloque du département d'histoire*, Québec, Artefact, 2010, p. 303-320.
16. Bourdieu, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2001, p. 36.
17. «Histoire et société: quel a été le rôle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française?», *BHP*, vol. 6, no. 2, 1998, p. 90-114; «Conjuguer le passé au présent», *RHAF*, vol. 57, no. 1 (2003), p. 71-78.
18. «Le rôle d'intellectuel des scientifiques québécois», Manon Brunet et Pierre Lanthier (dir.), *L'Inscription sociale de l'intellectuel*, Sainte-Foy, PUL, 2000, p. 331-340; «L'institutionnalisation de la recherche en milieu universitaire et ses effets», *Sociologie et sociétés*, vol. 23, no. 1, 1991, p. 41-54.
19. «History and the Primacy of Knowing», *History and Theory*, no. 16, 1977, p. 32.
20. *Doing History*, Bloomington, Indiana UPress, 1971, p. 81 et p. 101.

21. Gaston Bachelard, *Le Rationalisme appliqué*, Paris, PUF, 2004 [1948], p. 70.
22. Patrice Régimbald, «La disciplinarisation de l'histoire au Canada français, 1920-1950», *RHAF*, vol. 51, no. 2, 1997, p. 163-200; Goyette, «Saisir l'historiographie dans sa dynamique historique», Bédard et Goyette, *op. cit.*, p. 441-464; M. Pâquet, «Esquisse d'une anthropologie du savoir historien», *BHP*, vol. 15, no. 3, p. 83-102.
23. «Une sociologie spontanée de la connaissance historique», *BHP*, vol. 4, no. 2, 1995, p. 41.
24. Létourneau, «Pour une épistémè ouverte, plurielle et compréhensive», *RHAF*, vol. 63, no. 1, 2009, p. 125-133.
25. «Une nouvelle frontière pour l'histoire sociale», Simon Langlois et Yves Martin (dir.), *L'Horizon de la culture*, Québec, PUL, 1995, p. 313.
26. Stéphane Savard, «Faire (de) l'histoire. Entrevue avec le sociologue Jean-Philippe Warren sur la notion d'engagement», *HistoireEngagée.ca*.
27. Il n'est pas certain, du reste, que les historiens soient les mieux placés pour apprécier cette pertinence? La pertinence d'un texte historique dans le champ historien se confond avec sa vérité.
28. Voir Gingras, «Le rôle...», p. 339.
29. Pierre Trépanier, «L'histoire comme genre littéraire [1981]», Bédard et Goyette, *op. cit.*, p. 326.
30. Bourdieu, *Science...*, p. 96.
31. Commentaire sur «Faire (de) l'histoire. Entrevue avec le sociologue Jean-Philippe Warren sur la notion d'engagement», *HistoireEngagée.ca*.
32. *Our Knowledge of the Past*, Cambridge, CUP, 2004, p. 5 et p. 19.
33. «L'historien et la tradition», Damien-Claude Bélanger et al. (dir.), *Les Idées en mouvement*, Québec, PUL, 2004, p. 82 et p. 104.
34. «La fonction sociale de l'histoire», *Histoire sociale*, no. 4, 1969, p. 5-16. Ce texte brille par son absence de la Mission qui lui aurait pourtant fourni d'importantes munitions pour affirmer la «pertinence sociale» de l'histoire.
35. Voir Georg Iggers et James Powell (dir.), *Leopold von Ranke and the Shaping of the Historical Discipline*, Syracuse, SUP, 1990.
36. Petitclerc, *loc. cit.*, p. 113. Aussi, Létourneau, *Passer à l'avenir*, Montréal, Boréal, 2000.
37. Cité dans Noiriel, *op. cit.*, p. 63.
38. «L'historiographie canadienne récente (1964-94)», *CHR*, vol. 76, no. 3, 1995, p. 337.
39. *Études d'histoire de la pensée scientifique*, Paris, Gallimard, 1973, p. 399.
40. Trépanier, «L'historien...», p. 83.
41. Mary Fulbrook, *Historical Theory*, Londres, Routledge, 2002, p. 27.
42. *BHP*, vo. 1, no. 1, 1992, p. 4-5.
43. «Entre la quête...», *loc. cit.*, p. 462.